

Normandie Stat's

Bulletin trimestriel de l'emploi, du marché du travail et des politiques d'emploi de la Directe de Normandie

N° 24 - août 2020

Le marché du travail au 2e trimestre 2020

Au deuxième trimestre 2020, en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 200 620. Ce nombre augmente de 25,9 % sur le trimestre (soit + 41 320 personnes) et de 24,0 % sur un an.

En France métropolitaine, ce nombre augmente de 24,5 % ce trimestre (+ 22,7 % sur un an).

En Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 290 720 au deuxième trimestre 2020. Ce nombre augmente de 5,9 % sur le trimestre (soit + 16 190 personnes) et de 2,8 % sur un an.

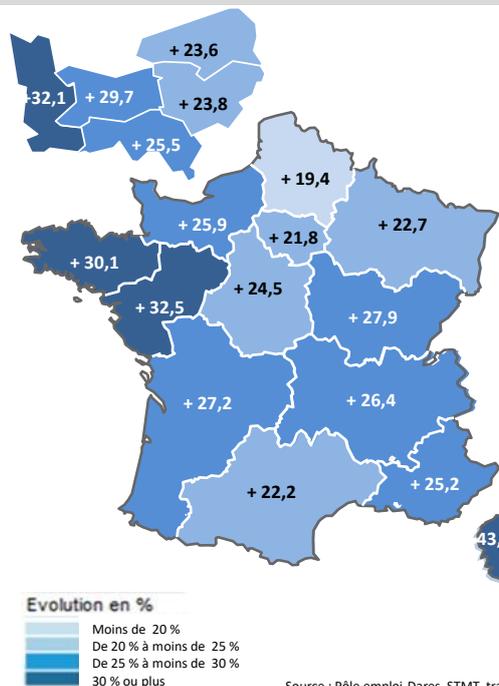
En France métropolitaine, ce nombre augmente de 6,7 % ce trimestre (+ 4,2 % sur un an).

	DE catégorie A (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)		DE catégories A, B, C (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)	
	2e trim. 2020	Évolution sur un trimestre (%)	2e trim. 2020	Évolution sur un trimestre (%)
Calvados	41 260	+ 29,7	60 300	+ 7,4
Eure	35 910	+ 23,8	52 600	+ 4,7
Manche	23 690	+ 32,1	35 620	+ 8,6
Orne	14 910	+ 25,5	21 700	+ 5,4
Seine-Maritime	84 850	+ 23,6	120 500	+ 5,0
Normandie	200 620	+ 25,9	290 720	+ 5,9
France métro.	4 149,3	+ 24,5	5 815,0	+ 6,7

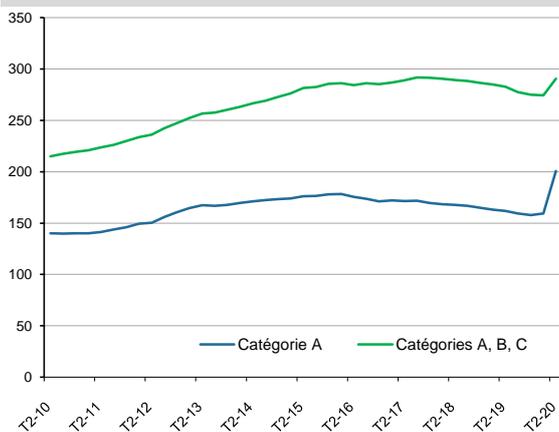
(en milliers, données CVS-CJO) Source : Pôle emploi - Dares, STMT, traitements Dares et des jours ouvrables
*CVS-CJO : Corrigées des variations saisonnières
DE : Demandeurs d'Emploi

**+ 25,9 % de demandeurs
d'emploi de catégorie A
sur un trimestre**

Évolution sur un trimestre du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par région



Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C en Normandie



Marché du travail

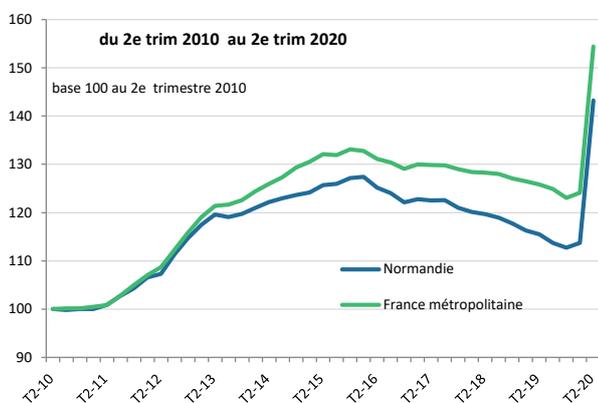
Demands d'emploi catégorie A au 2e trimestre 2020

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	41 260	35 910	23 690	14 910	84 850	200 620	4 149 300
évolution sur un trimestre	+29,7%	+23,8%	+32,1%	+25,5%	+23,6%	+25,9%	+24,5%
évolution sur un an	+27,1%	+21,1%	+31,9%	+22,6%	+21,9%	+24,0%	+22,7%
Femmes	19 300	17 500	11 280	6 850	39 800	94 740	1 991 000
évolution sur un trimestre	+27,1%	+21,2%	+29,5%	+24,1%	+19,4%	+22,8%	+21,5%
évolution sur un an	+23,6%	+17,5%	+29,4%	+19,3%	+16,8%	+19,9%	+19,7%
Moins de 25 ans	7 210	6 110	4 380	2 650	15 420	35 760	612 600
évolution sur un trimestre	+42,2%	+32,8%	+43,1%	+38,7%	+29,3%	+34,6%	+34,0%
évolution sur un an	+39,7%	+30,0%	+46,0%	+35,9%	+29,6%	+33,8%	+33,0%
Plus de 50 ans	9 700	9 090	6 060	3 760	19 850	48 460	1 052 700
évolution sur un trimestre	+20,5%	+15,2%	+20,0%	+16,4%	+15,3%	+17,0%	+16,3%
évolution sur un an	+18,4%	+11,1%	+17,4%	+12,2%	+12,9%	+14,1%	+15,2%

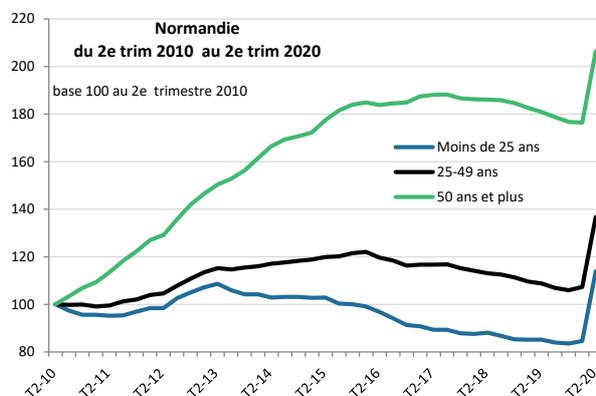
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



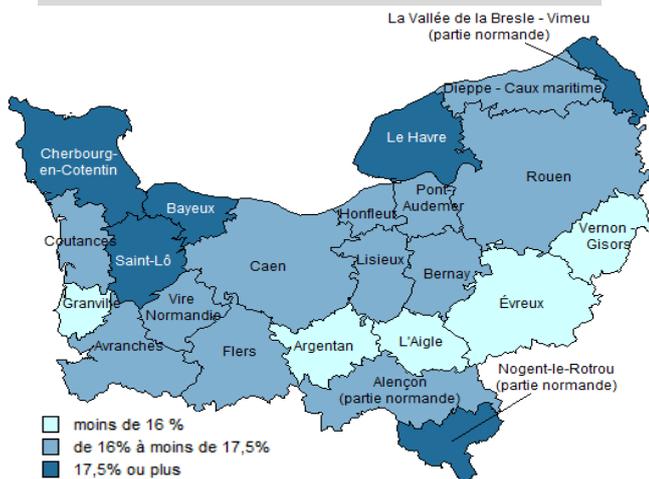
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par tranche d'âge



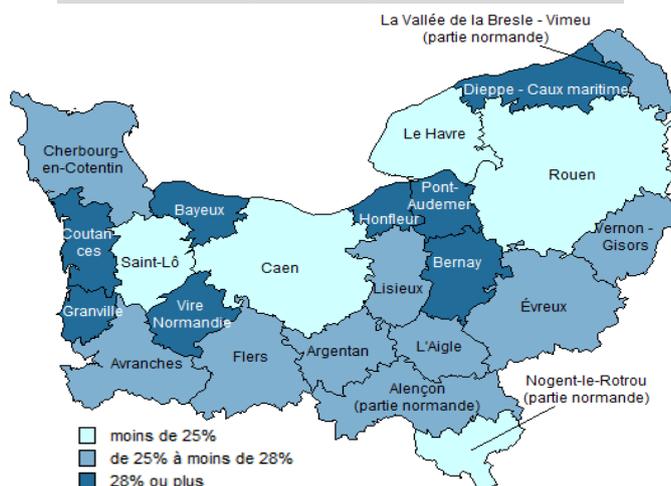
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des moins de 25 ans dans la DE catégorie A au 2e trimestre 2020 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Part des 50 ans et plus dans la DE catégorie A au 2e trimestre 2020 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

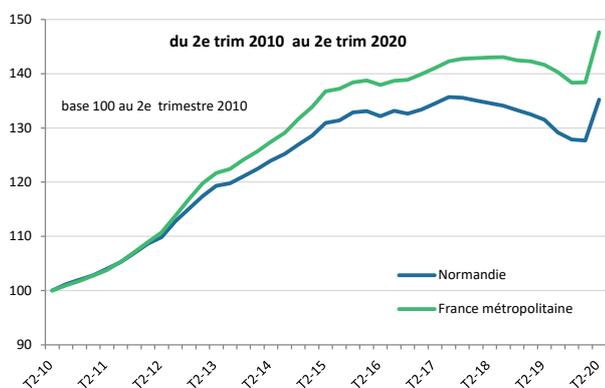
Marché du travail

Demands d'emploi catégories A, B, C au 2e trimestre 2020

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	60 300	52 600	35 620	21 700	120 500	290 720	5 815 000
évolution sur un trimestre	+7,4%	+4,7%	+8,6%	+5,4%	+5,0%	+5,9%	6,7%
évolution sur un an	+4,7%	+1,2%	+5,4%	+1,8%	+2,0%	+2,8%	+4,2%
Femmes	31 020	28 010	19 100	11 110	61 570	150 810	2 979 300
évolution sur un trimestre	+5,9%	+3,2%	+6,1%	+4,1%	+3,6%	+4,3%	+5,2%
évolution sur un an	+2,6%	-0,9%	+2,5%	+0,3%	+0,5%	+0,9%	+2,7%
Moins de 25 ans	9 710	8 240	6 010	3 690	20 430	48 080	796 100
évolution sur un trimestre	+16,3%	+9,9%	+15,1%	+12,2%	+9,5%	+11,8%	+13,8%
évolution sur un an	+10,7%	+2,6%	+9,5%	+7,9%	+4,8%	+6,3%	+9,2%
Plus de 50 ans	14 380	13 320	9 280	5 560	28 330	70 870	1 479 600
évolution sur un trimestre	+4,0%	+2,1%	+4,3%	+3,5%	+2,8%	+3,2%	+3,5%
évolution sur un an	+2,8%	+0,0%	+2,2%	+1,3%	+1,3%	+1,5%	+2,9%
Inscrits depuis un an et plus	27 520	26 540	15 940	10 170	60 110	140 270	2 685 700
évolution sur un trimestre	+5,5%	+4,5%	+7,0%	+5,8%	+4,6%	+5,1%	+5,2%
évolution sur un an	+0,2%	-0,2%	+1,3%	+0,2%	-0,0%	+0,1%	+1,4%

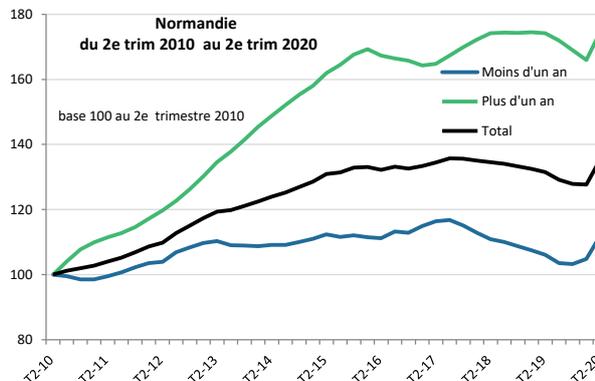
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



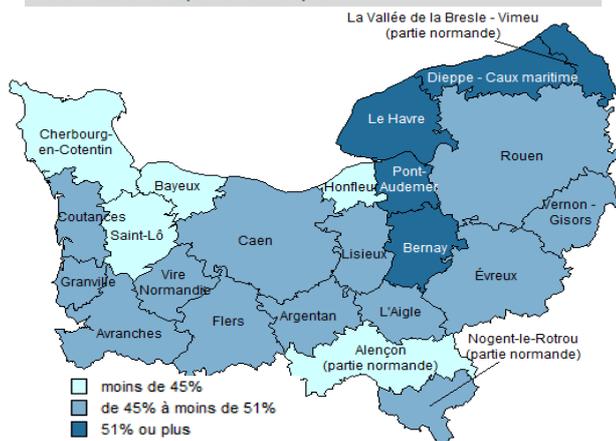
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par ancienneté



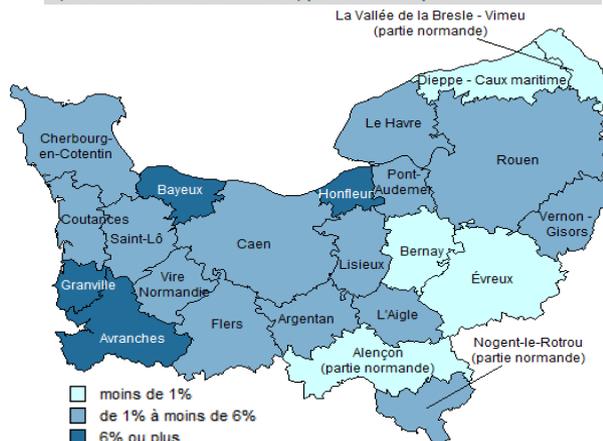
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des inscrits depuis plus d'un an dans la DE catégories A,B,C au 2e trimestre 2020 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Evolution annuelle de la DE catégories A,B,C (2e trim 2019 au 2e trim 2020) par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Marché du travail

Entrées et sorties de catégories A, B, C en Normandie

Définition

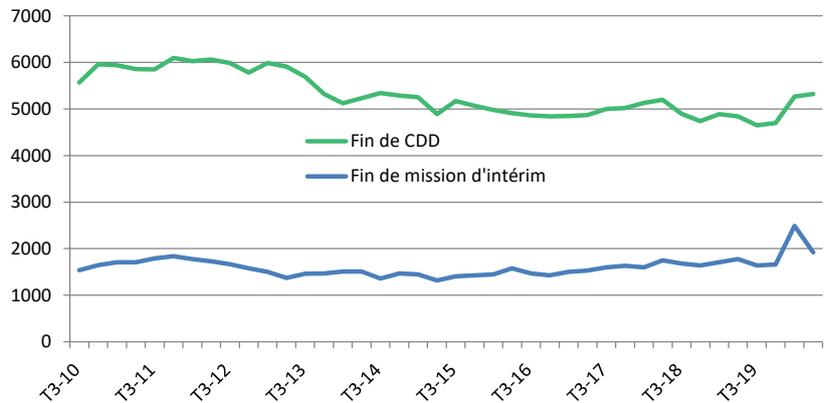
Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis* sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins dans le mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

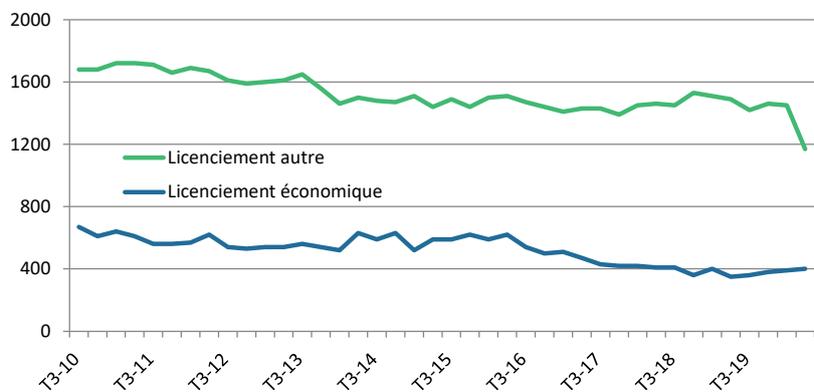
*Cnis : Conseil national de l'information statistique

Entrées à Pôle emploi



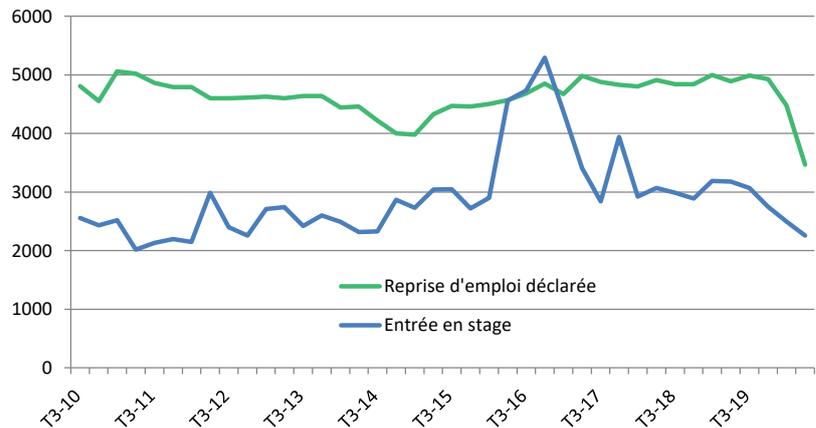
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

Entrées à Pôle emploi suite à un licenciement



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

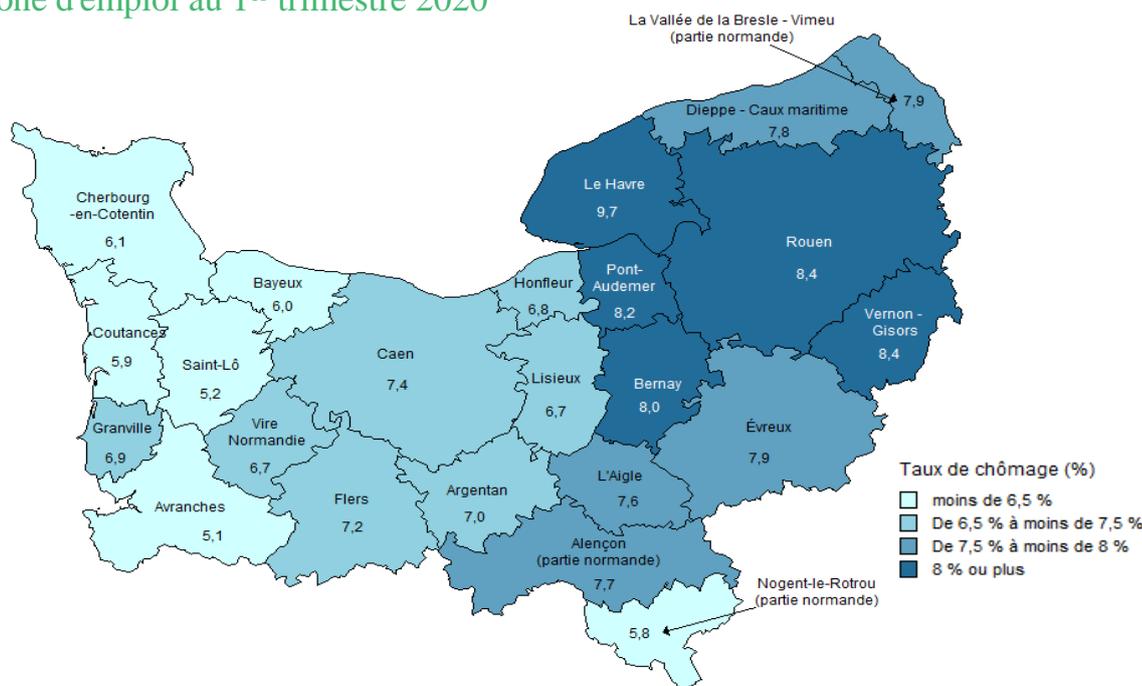
Sorties de Pôle emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares, Données CVS-CJO

Taux de chômage

Par zone d'emploi au 1^{er} trimestre 2020



Source : Insee

	T1 2019	T4 2019	T1 2020	Évolution (en points)	
				Sur un trimestre	Sur un an
Calvados	8,0	7,4	7,2	- 0,2	- 0,8
Eure	8,7	8,1	7,9	- 0,2	- 0,8
Manche	6,4	6,0	5,8	- 0,2	- 0,6
Orne	8,0	7,5	7,3	- 0,2	- 0,7
Seine-Maritime	9,7	9,1	8,9	- 0,2	- 0,8
Normandie	8,5	8,0	7,7	- 0,3	- 0,8
France métro.	8,4	7,8	7,6	- 0,2	- 0,8

Source : Insee

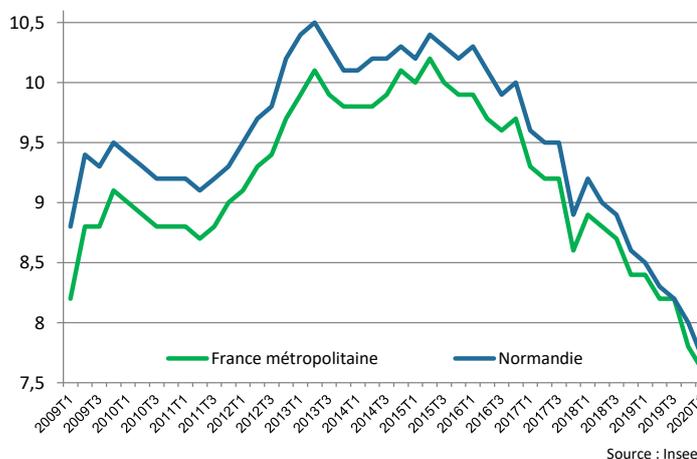
Définition

Le taux de chômage au sens du BIT est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence,
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours,
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler. Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dits "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Evolution du taux de chômage



Source : Insee

Définition

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler, de 15 à 64 ans, en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Emploi salarié

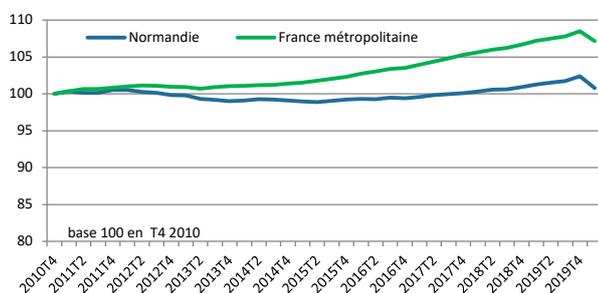
1er trimestre 2020

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	32 325	36 517	36 984	19 211	73 919	198 956	3 115 488
évolution du trimestre	-0,4%	-0,5%	+0,1%	-0,5%	-0,8%	-0,5%	-0,4%
évolution sur un an	-0,4%	-1,5%	+3,5%	-0,8%	-1,0%	-0,2%	-0,3%
Construction	14 472	10 311	11 975	5 336	29 787	71 881	1 393 344
évolution du trimestre	+0,3%	-1,3%	-0,9%	-0,7%	-0,3%	-0,5%	-0,4%
évolution sur un an	+2,6%	+1,4%	-1,6%	-1,1%	+0,8%	+0,7%	+1,8%
Tertiaire marchand (1)	116 502	65 509	61 606	30 006	197 679	471 302	11 884 449
évolution du trimestre	-4,6%	-5,9%	-5,0%	-5,4%	-4,9%	-5,0%	-3,7%
évolution sur un an	-3,5%	-4,7%	-5,3%	-4,8%	-4,6%	-4,5%	-2,7%
Emploi salarié privé (2)	167 240	114 180	114 796	56 828	304 593	757 636	16 683 080
évolution du trimestre	-3,3%	-3,8%	-2,9%	-3,2%	-3,4%	-3,4%	-2,8%
évolution sur un an	-2,4%	-3,1%	-2,0%	-2,8%	-3,2%	-2,8%	-1,8%
Tertiaire non marchand	85 899	56 941	56 017	33 056	153 083	384 995	7 801 147
évolution du trimestre	-0,4%	-0,3%	-0,8%	+0,1%	-0,5%	-0,4%	+0,2%
évolution sur un an	-0,6%	-0,5%	-0,8%	+0,3%	-0,7%	-0,6%	+0,1%
Emploi salarié total	253 138	171 120	170 813	89 884	457 676	1 142 631	24 484 227
évolution du trimestre	-2,3%	-2,7%	-2,2%	-2,0%	-2,5%	-2,4%	-2,0%
évolution sur un an	-1,8%	-2,2%	-1,6%	-1,7%	-2,4%	-2,1%	-1,2%

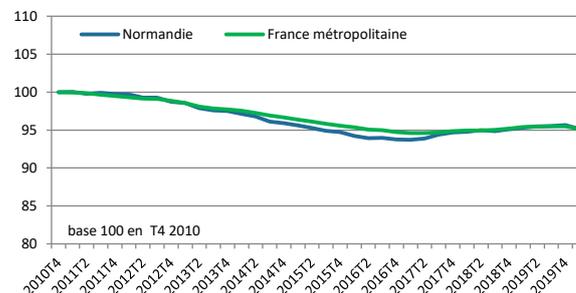
(1) : yc intérim (2) : yc secteur agricole

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

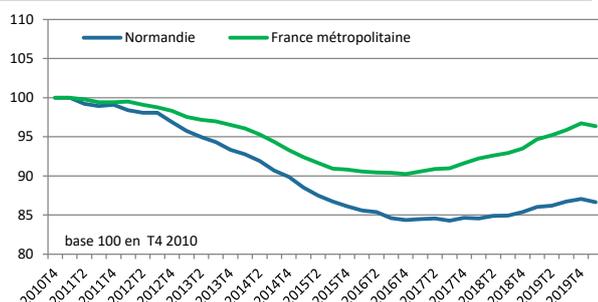
Tertiaire marchand (hors intérim)



Industrie

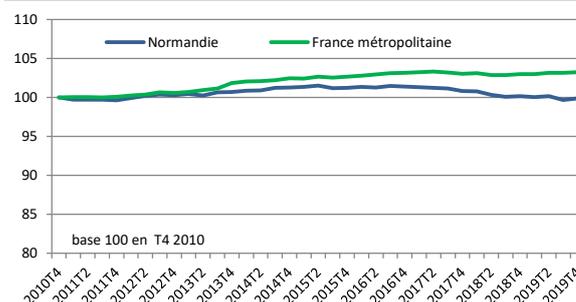


Construction



Données CVS

Tertiaire non marchand



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Définition

Depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acooss (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières et les coefficients de correction de variations saisonnières sont révisés chaque trimestre. D'un trimestre à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés.

Avertissement

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Les données portent sur l'ensemble de l'économie y compris les nouvelles données portant sur l'agriculture et l'emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale), sur la France métropolitaine.

Intérim en équivalent-emplois à temps plein

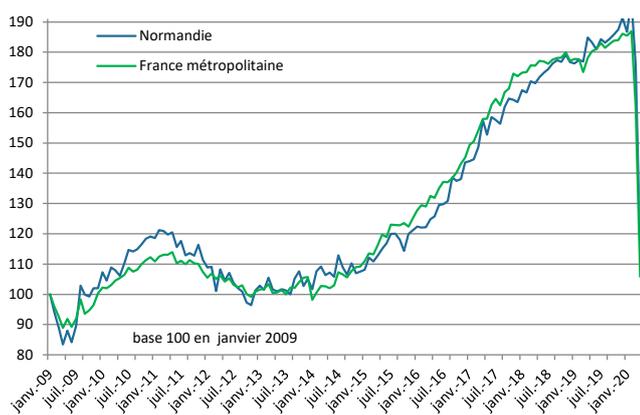
avril 2020

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	1 776	2 349	1 423	1 422	2 593	9 563	130 492
évolution sur un mois	-41,3%	-30,9%	-33,8%	-28,7%	-49,4%	-39,1%	-40,4%
évolution sur un an	-52,2%	-50,9%	-55,3%	-39,5%	-68,7%	-57,1%	-55,0%
Construction	137	82	150	45	486	900	19 981
évolution sur un mois	-88,4%	-84,8%	-83,8%	-81,0%	-81,3%	-83,6%	-81,2%
évolution sur un an	-92,5%	-89,4%	-89,1%	-88,4%	-86,6%	-88,8%	-86,8%
Tertiaire	2 063	1 879	833	459	2 996	8 230	189 357
évolution sur un mois	-33,2%	-35,5%	-43,5%	-30,3%	-35,4%	-35,5%	-34,7%
évolution sur un an	-38,4%	-33,8%	-47,7%	-21,6%	-40,8%	-38,7%	-40,6%
Ensemble des secteurs	4 040	4 334	2 455	1 930	6 100	18 859	342 295
évolution sur un mois	-45,2%	-37,0%	-46,7%	-33,3%	-50,8%	-44,8%	-44,6%
évolution sur un an	-55,2%	-48,6%	-60,6%	-42,0%	-64,1%	-57,2%	-55,2%

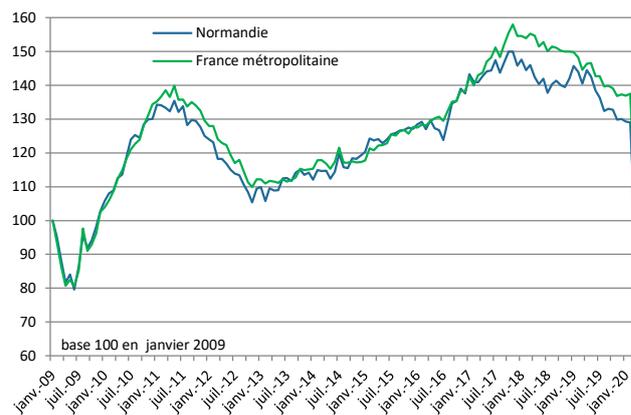
Les statistiques sont établies au lieu de l'établissement utilisateur

Source : Dares, traitements Direccte ESE

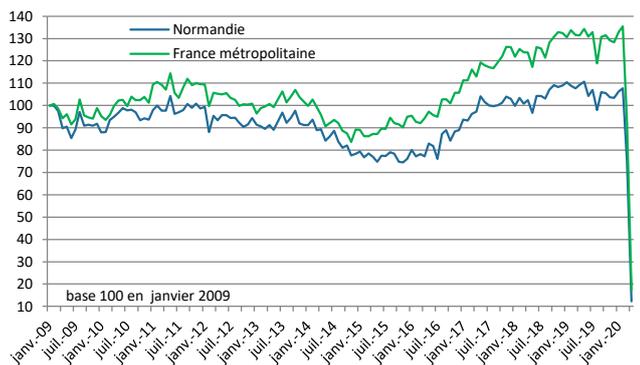
Tertiaire



Industrie

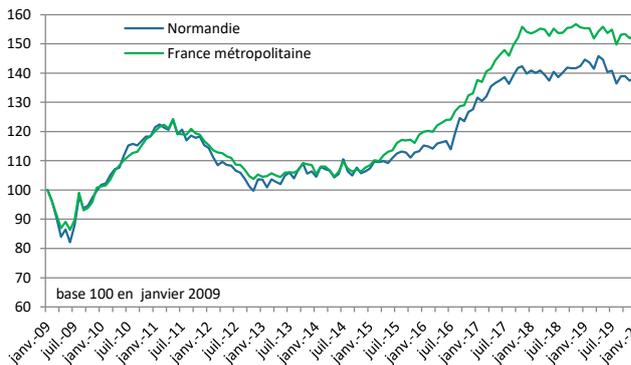


Construction



Données CVS

Tous secteurs



Source : Dares, traitements Direccte ESE

Source

Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires. Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Définition

Équivalent-emplois à temps plein (ETP) :

Rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée de stock en fin de mois.

Politiques d'aide à l'emploi

Le PEC : Parcours Emploi Compétences

Au 18 juillet 2020, 1 522 entrées en Parcours Emploi Compétences en Normandie

Parcours Emploi Compétences Demandes d'aides initiales et renouvellements	Objectif physique indicatif 2020 (hors éducation nationale)	Flux de prescriptions depuis le 01/01/2020	Taux de prescriptions (en %)
Au 18 juillet 2020			
Calvados	n.d	276	-
Eure	n.d	324	-
Manche	n.d	194	-
Orne	n.d	133	-
Seine-Maritime	n.d	595	-
Normandie	3 540	1 522	43,0
France métropolitaine	64 929	26 423	40,7

Source : Système d'Information Décisionnel (SID) - DGEFP

Données hors éducation nationale

Définition

Parcours emploi-compétences

Les contrats unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi deviennent le support des parcours emploi compétences.

La mise en œuvre des parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Caractéristiques des bénéficiaires des PEC

Parcours Emploi Compétences Demandes d'aides initiales et renouvellements	Travailleurs handicapés (%)	Demandeurs d'emploi de longue durée (%)	Bénéficiaires du RSA (%)	Quartiers politique de la ville * (%)
Au 30 juin 2020				
Calvados	18,1	59,1	16,8	8,4
Eure	17,0	63,3	10,4	10,4
Manche	18,7	59,3	6,0	10,3
Orne	12,7	53,9	15,3	4,2
Seine-Maritime	21,2	66,3	42,3	20,0
Normandie	18,6	62,2	26,9	13,0
France métropolitaine	18,3	64,5	18,6	12,4

Source : DGEFP système d'information décisionnel - extranet POP

* l'objectif régional est de 12% et national de 15%

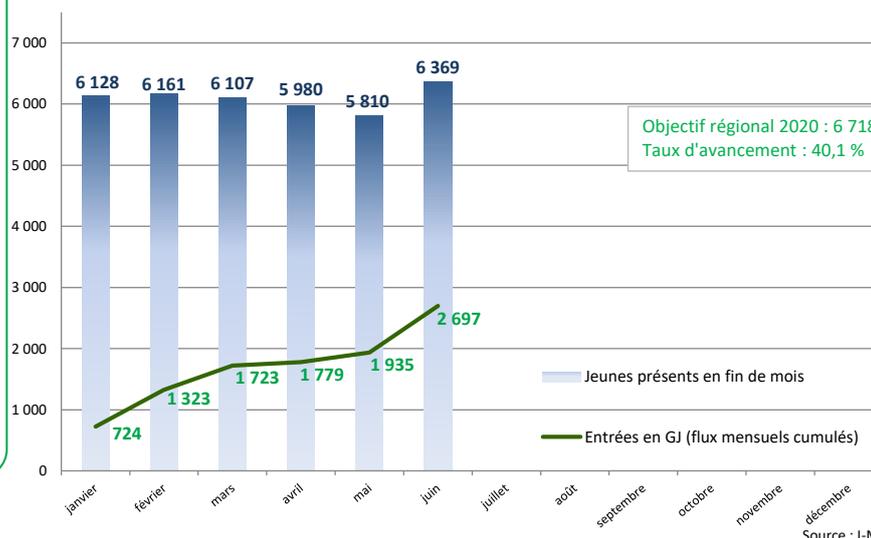
La Garantie Jeunes (GJ)

Définition

La Garantie Jeunes

La Garantie jeunes est un droit ouvert qui s'adresse aux jeunes de 16 à moins de 26 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET). Pour favoriser leur insertion dans l'emploi, ils sont accompagnés de manière intensive et collective et bénéficient de mises en situation professionnelle. Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.

Stock en fin de mois et entrées cumulées depuis le début de l'année



Insertion par l'Activité Economique (IAE)

1er trimestre 2020

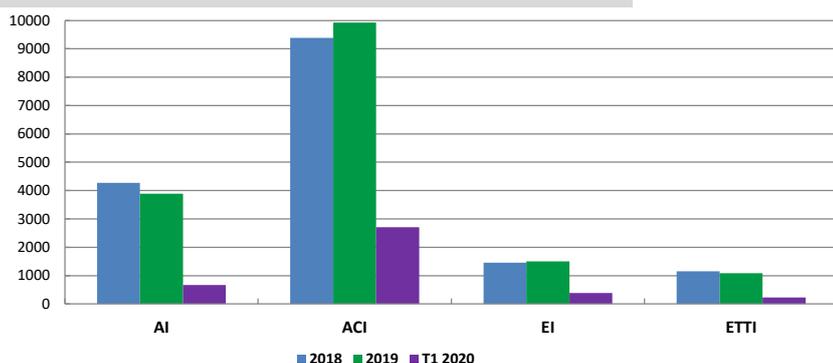
Entrées dans une structure de l'IAE	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Hommes	246	1 703	263	171	2 383
Moins de 25 ans	68	245	55	68	436
Entre 25 et 50 ans	107	1 082	162	91	1 442
50 ans ou plus	71	376	46	12	505
Femmes	426	1 002	120	64	1 612
Moins de 25 ans	68	130	20	22	240
Entre 25 et 50 ans	257	663	79	32	1 031
50 ans ou plus	101	209	21	10	341
Ensemble	672	2 705	383	235	3 995

Source : Dares, traitements Direccte ESE

Caractéristiques des entrées dans l'IAE (%)	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Inscrits à Pôle emploi	81,5	93,3	93,2	97,4	91,6
Depuis moins de 6 mois	27,8	20,3	13,3	17,0	20,7
Entre 6 mois et 1 an	11,6	13,0	14,4	26,4	13,7
Entre 1 an et 2 an	13,5	17,4	20,9	25,1	17,6
Depuis 2 ans ou plus	28,6	42,6	44,6	28,9	39,6
Bénéficiaires du RSA	15,8	61,7	24,8	14,9	47,7
Travailleurs handicapés	7,7	8,5	6,3	6,4	8,0

Source : Dares, traitements Direccte ESE

Entrées dans les structures de l'IAE



Source : Dares, traitements Direccte ESE

Définition

Insertion par l'Activité Economique

L'insertion par l'activité économique (IAE) est un accompagnement dans l'emploi proposé aux personnes les plus éloignées de l'emploi afin de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

Il y a quatre types de structures : les associations intermédiaires (AI) qui proposent des services à la personne, les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), ils concernent tous secteurs d'activité, les entreprises d'insertion (EI) qui opèrent dans les biens et services marchands et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) spécialisées dans les secteurs couverts par le travail temporaire.

Situation du salarié à la sortie indiquée par l'employeur (cumul 1 an d'avril 2019 à mars 2020)

Sorties examinées* (%)	Types de structures				Ensemble des structures
	AI	ACI	EI	ETTI	
Nombre de sorties examinées	2 821	2 741	462	1 011	7 035
Embauches en CDI	13,6	5,3	13,9	11,6	10,1
Embauches en CDD	31,5	17,6	18,4	31,4	25,2
Entrées en formation ou dans une autre structure IAE	12,2	12,0	13,0	10,7	11,9
Autres sorties positives	3,4	6,7	8,0	1,5	4,7
Ensemble des sorties positives	60,7	41,6	53,2	55,1	51,9
Ruptures pendant la période d'essai	3,4	6,3	11,3	0,0	4,6
Autres sorties négatives	35,9	52,1	35,5	44,9	43,5

Source : Dares, traitements Direccte ESE

Sorties examinées* : sortie dont la situation est renseignée par l'employeur, cela représente 7 035 sorties sur un total de 16 388

Mutations économiques

Activité partielle

	Nombre de journées autorisées		
	juin 2020	Cumul de juillet 2019 à juin 2020	Variation Cumul/ 12 mois précédents (%)
Calvados	1 410 698	8 193 220	+ 8070%
Eure	873 989	4 928 940	+ 3846%
Manche	473 547	5 086 220	+ 7337%
Orne	345 091	2 743 007	+ 8018%
Seine-Maritime	2 582 857	15 200 746	+ 6664%
Normandie	5 686 181	36 152 133	+ 6448%
France Métro	130 997 960	773 327 542	+ 10937%

Source: DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Définition

Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation pour compenser leur perte de salaire. L'indemnisation, assurée par l'employeur, est partiellement prise en charge par l'État et l'Unédic.

Normandie : nombre de journées



échelle logarithmique

Source : DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Avertissement

En raison de la suppression de l'obligation d'autorisation de mars 2012 à novembre 2012, les données ne sont pas exhaustives sur cette période.

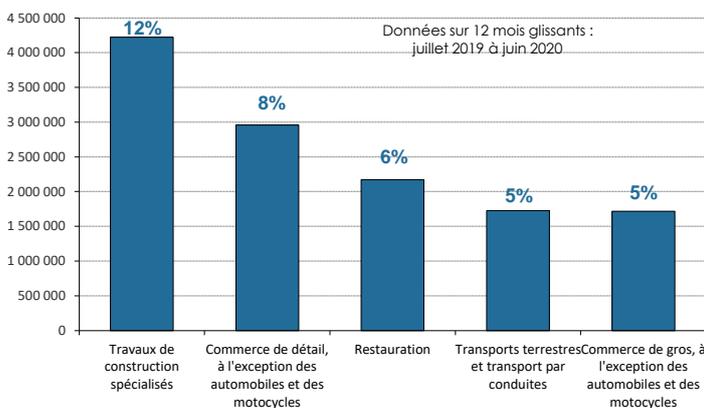
Taux d'utilisation

Il est calculé comme le rapport entre le nombre de journées réellement consommées par l'établissement et le nombre de journées autorisées par l'unité départementale de la Direccte.

NB : pour les journées consommées un recul de 3 mois est nécessaire afin de disposer de données consolidées.

Les 5 secteurs ayant demandé le plus d'activité partielle

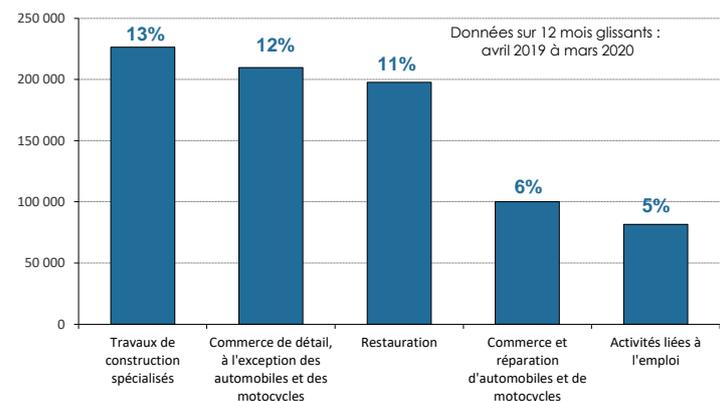
(journées autorisées)



Source: DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Les 5 secteurs ayant consommé le plus d'activité partielle

(journées consommées)



Source: DGEFP - Sinapse, traitements Dares

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

2019 / 2020	CALVADOS		EURE		MANCHE		ORNE		SEINE-MARITIME		NORMANDIE	
	Données au											
	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020						
Nombre de PSE	2	3	1	6	0	1	0	1	1	11	4	22
Nombre d'emplois supprimés envisagés	61	72	33	242	0	202	0	18	11	674	105	1 208

Sources : Direccte Unités Départementales/SI RUPCO

Définition

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur 30 jours doit élaborer un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Le PSE regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre de licenciements, notamment par des mesures de reclassement et il est obligatoirement communiqué à la Direccte.

Le nombre d'emplois supprimés envisagés est celui connu au début de la procédure lors de sa déclaration à la Direccte



Retrouvez l'ensemble des publications du Service Études, Statistiques et Évaluation et l'actualité de la Direccte de Normandie en vous rendant sur <http://normandie.direccte.gouv.fr/>

Directrice de la publication : Michèle LAILLER-BEAULIEU - Rédaction : SESE Direccte de Normandie

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie

Tél : 02 32 76 16 20 / Fax : 02 32 76 16 79 - 14 Avenue Aristide Briand 76108 ROUEN CEDEX 1

Titre clé : Normandie stat's = ISSN 2556-5745

